

**CERTIFICAT EN GESTION DE DOCUMENTATION ET DE
BIBLIOTHÈQUE
2008-2009**

**Evaluation de la collection arabe au sein de
l'ISDC :**

**Proposition d'élaboration d'un plan de développement de la
collection**

Mostapha Najem

Lausanne

TRAVAIL FINAL DE CERTIFICAT

Septembre 2009

Déposé auprès de

Renato Scariati, bibliothécaire à l'Université de Genève,
responsable scientifique du module " Gestion des collections "

Bertrand Calenge, responsable de l'évaluation prospective et de la communication
interne à la Bibliothèque municipale de Lyon,
Personne de référence pour le suivi pédagogique du travail

Résumé

Ce travail prétend faire un examen de la collection arabe, un examen autant quantitatif que qualitatif sur l'ensemble du fonds juridique arabe dans le but de mettre à plat les lacunes et les manques de la collection dans les différents domaines du droit. Guidé par des approches théoriques, ces résultats d'analyses nous permettront d'élaborer un plan de développement de la collection arabe capable de combler les anomalies et de répondre au plus près aux besoins documentaires de nos juristes et de nos usagers au sein de l'Institut suisse de droit comparé.

La pratique du désherbage est également traitée comme une partie intégrante du plan du développement de la collection et se traite autour d'une réflexion sur la problématique qui est suscitée au sein des bibliothèques de recherches, notamment en droit.

En quelques mots ce travail s'articule sur quatre points : connaître l'existant, cerner les besoins, définir les objectifs et élaborer une méthode structurée pour une gestion efficace de la collection arabe.

Remerciements

J'aimerais exprimer mes chaleureux remerciements à :

M. Bertrand Calenge, directeur de ce mémoire dont les conseils et orientations m'ont été très utiles à la réalisation de ce travail.

M. Wasil Mohammad, professeur de droit, Université de Damas, pour sa collaboration et son aide précieuse dans l'expertise qualitative effectuée sur l'ensemble de la collection arabe.

Un merci particulier à mes collègues M. Sadri Saieb, responsable du service des ressources continues, à Mlle Sarah Amsler, bibliothécaire, et à M. Gian Paulo Ronano, collaborateur scientifique, pour leurs relectures, conseils et échanges qui m'ont été précieux.

Ainsi qu'à mon épouse Laurence, pour le soutien et les encouragements reçus tout au long de ma formation et lors de la rédaction de ce travail de mémoire.

Table des matières

1	Introduction	1
2	L'Institut suisse de droit comparé (ISDC).....	2
2.1	Bref historique	2
2.2	La bibliothèque de l'ISDC	2
2.3	Missions de la bibliothèque	2
2.4	La collection arabe au sein de l'ISDC	2
3	La politique d'acquisition : principes généraux.....	3
3.1	Charte de collection.....	3
3.2	Plan de développement des collections.....	3
3.3	Protocoles de sélection	4
3.4	Sélection et décision d'acquisition	4
4	La politique d'acquisition de la collection arabe	5
5	La pratique de l'évaluation : approche préliminaire.....	7
5.1	Evaluation de la collection arabe	8
5.1.1	Analyse quantitative	8
5.1.2	Analyse qualitative	9
5.1.3	Résultat de l'analyse	9
5.2	Evaluation des périodiques	12
6	Elaboration d'un plan de développement de la collection (PDC).....	14
6.1	Définition des objectifs	14
6.2	La formalisation des outils	16
7	Le désherbage	18
7.1	Le désherbage : approche définitionnelle et méthodologique	18
7.2	Méthodes applicables sur la/les collection(s).....	18
7.3	Critères d'élimination.....	21
8	Conclusion	23
9	Bibliographie sommaire	24
10	Annexes	26
10.1	Annexe 1 : fiche d'analyse de la collection par pays : exemple Egypte.....	26
10.2	Annexe 2 : tableau récapitulatif des différents domaines de droit par pays.....	33
10.3	Annexe 3 : tableau récapitulatifs des périodiques arabe par pays	34
10.4	Annexe 4 : tableau du plan de développement de la collection arabe	39

Tableaux et figures :

Tableau 1 : Tableau récapitulatif des différentes ressources documentaires de la collection arabe

Figure 1 : Figure schématique de la constitution de la collection arabe par domaine de droit

1 INTRODUCTION

Gérer et développer un fonds spécialisé n'est pas une chose aisée dans un monde où les restrictions budgétaires ne cessent d'augmenter et où la production éditoriale demeure abondante et variée. Ceci exige des réflexions et des méthodes bien structurées pour mener à bien la gestion de la collection et répondre au plus près aux objectifs et aux missions préalablement établis par l'institution.

Ce travail porte sur la collection arabe au sein de l'Institut suisse de droit comparé et aspire à dégager brièvement quelques axes méthodiques pour une gestion efficace du fonds documentaire arabe. Nous répondrons aux questions suivantes : Dans quelle mesure la collection arabe répond-elle aux besoins informationnels de nos juristes et de nos chercheurs au sein de l'Institut ? Et quels outils pouvons-nous utiliser pour améliorer la cohérence de la collection arabe ?

Ainsi, après une brève présentation de l'Institut suisse de droit comparé (ISDC), sa bibliothèque et ses missions, nous situerons la collection arabe au sein de l'ISDC et ses différentes ressources documentaires.

La première partie porte sur une approche théorique qui expose brièvement les principes généraux d'une politique d'acquisition au sein des bibliothèques (charte des collections, plan de développement des collections, protocoles de sélection). Une fois ceci assimilé, nous examinerons la politique d'acquisition de l'ISDC en mettant en avant les différentes difficultés auxquelles nous faisons face pour l'appliquer sur la collection arabe.

La deuxième partie fait l'objet d'une évaluation de la collection arabe : une analyse autant quantitative que qualitative qui porte sur l'ensemble des pays arabophones. Ceci nous donnera une vision globale du fonds juridique arabe au sein de l'ISDC et surtout nous servira comme point de départ pour détecter les lacunes et envisager quelques propositions de mesures correctives.

Dans la troisième partie, nous mettons en place une proposition d'élaboration d'un plan de développement de la collection basé sur les résultats de l'analyse et les objectifs de la bibliothèque, dans le but d'orienter et de juger, à l'avenir, toute sélection et décision d'acquisition.

Enfin nous nous intéresserons au désherbage comme étant une partie intégrante du développement d'une collection et nous analyserons les critères utilisés au sein des bibliothèques dans le but de proposer la méthode la plus appropriée en définissant notre politique de désherbage et nos critères en fonction des missions de l'Institut et de la particularité de la discipline traitée, à savoir le droit.

2 L'INSTITUT SUISSE DE DROIT COMPARÉ (ISDC)

2.1 Bref historique

Créé en 1978 par la volonté commune des Universités suisses et d'un donateur privé, l'Institut suisse de droit comparé est soutenu par la Confédération, avec le soutien du canton de Vaud. Il est en Suisse la plateforme de compétence et de référence en droits comparé, étranger, international et transnational. Etablissement autonome de la Confédération, l'ISDC a pour mission principale de rédiger des avis de droit sur les législations étrangères destinés aux autorités fédérales, aux tribunaux et aux personnes privées.

2.2 La bibliothèque de l'ISDC

La bibliothèque de l'ISDC contient un fonds documentaire d'une richesse unique, avec plus de 300'000 ouvrages couvrant 160 pays dans une soixantaine de langues. Elle contient des collections de littérature juridique en provenance de tous les pays du monde et traitant de tous les domaines du droit - nationaux, européens-, et du droit international tant privé que public (textes législatifs, jurisprudence, documents officiels, principaux commentaires et traités, monographies). Elle possède également 2'000 périodiques sous forme papier, 900 périodiques électroniques et une trentaine de bases de données offrant un accès gratuit au lecteur (en plein texte).

2.3 Missions de la bibliothèque

La bibliothèque fonctionne principalement comme un centre de documentation pour les juristes de l'Institut ; elle est également considérée comme une bibliothèque spécialisée en matière de droit suisse et étranger au sein du campus universitaire de Lausanne. En quelques mots, nous pouvons relever deux grandes missions de la bibliothèque :

- Constituer un appui info-documentaire pour les collaborateurs scientifiques de l'Institut (juristes) dans leurs recherches juridiques et leurs rédactions des avis de droit.
- Assurer un service de bibliothèque spécialisée (juridique) et offrir de la littérature juridique, plus spécialement en droit comparé, droits étrangers et droit international pour l'ensemble des étudiants et chercheurs au sein du campus UNIL, en Suisse ainsi qu'aux différents chercheurs et doctorants étrangers qui visitent la bibliothèque.

2.4 La collection arabe au sein de l'ISDC

La collection arabe, objet d'analyse de ce mémoire, couvre 22 pays arabes et/ou arabophones, et représente dans sa totalité¹ 15'911 titres, 150 revues, 6 bases de données juridiques réparties de manière inégale en fonction de l'offre éditoriale de chaque pays et surtout en fonction des besoins en matière d'avis de droit sollicités et des demandes des chercheurs de la bibliothèque.

¹ Statistiques effectuées en 2008

3 LA POLITIQUE D'ACQUISITION : PRINCIPES GÉNÉRAUX

La politique d'acquisition est un outil de gestion efficace permettant de déterminer le cadre dans lequel doit être prise toute décision d'acquisition de la bibliothèque. Elle définit les grandes orientations de l'acquisition, et permet au responsable d'acquisition d'évaluer, grâce à un ensemble de paramètres dictés, la pertinence d'acquérir ou non les documents, de contrôler systématiquement le budget et surtout lui offre une maîtrise globale de la collection comme un ensemble cohérent. Comme le souligne Valérie Tesnière, « construire une politique d'acquisition équivaut à définir un principe de cohérence, sinon de continuité, dans les fonds pour que ceux-ci soient de véritables collections ». (Tesnière, 1995, p. 260)

Il s'ensuit que la politique d'acquisition devient une exigence professionnelle qui offre un travail méthodique dans la gestion des collections ; et sa formalisation demeure nécessaire car elle permet de déterminer et de préciser quels documents vont être sélectionnés dans le cadre des différents objectifs documentaires préalablement établis par l'institution à court, moyen ou long terme. Mais elle est surtout un outil pratique pour répondre à toute critique éventuelle en ce qui concerne le choix des acquisitions, un choix guère intuitif mais issu des réflexions collectives et un choix fondé et étroitement lié aux missions de l'Institution et ses priorités liées à chaque activité.

Plusieurs étapes sont nécessaires pour la formalisation des objectifs précis de la politique d'acquisition et nécessitent l'élaboration des documents particuliers. Bertrand Calenge en énumère trois : la charte des collections, le plan de développement des collections et les protocoles de sélection.

3.1 Charte de collection

Il s'agit d'un document public destiné à la communication externe mettant en évidence les principes généraux et objectifs documentaires prioritaires de la bibliothèque aux yeux des autorités et détermine les principes de constitution de la collection et les lignes directrices de son développement.

Elle met en avant les missions de la bibliothèque, les orientations de la politique d'acquisition, recense les objectifs de chaque secteur de la bibliothèque, et fournit un ensemble de données sur les sources matérielles des acquisitions, les supports, les critères du choix et exclusions etc. « *La charte des collections* propose les objectifs documentaires généraux de l'établissement, établit les principes de constitution des collections, en apportant un soin particulier aux usages privilégiés qui guideront les bibliothécaires » (Calenge, 1994, p. 56)

3.2 Plan de développement des collections

Le plan de développement des collections est un document de travail formalisé et utilisé au sein des établissements par des bibliothécaires ayant réfléchi à la politique documentaire qu'ils souhaitent mener. C'est un outil de gestion et de communication interne à l'établissement que Bertrand Calenge définit comme : « *Le plan de développement des collections* détermine chaque année les règles et objectifs d'application de la Charte des Collections, se référant au budget essentiellement,

mais établissant aussi échéanciers, responsabilités et complémentarités secteur par secteur pour l'année à venir ». (Ibid, p. 56)

Un instrument de planification annuelle et/ou pluriannuelle, qui décrit la politique documentaire suivie par l'institution et qui contribue largement à l'organisation concrète de ces acquisitions, dans le temps et au sein de l'équipe de la bibliothèque. De plus, il permet, grâce aux paramètres documentaires qu'il offre, une gestion plus efficace au responsable d'acquisition vu qu'il informe sur les objectifs prioritaires, y compris en termes budgétaires, les quantités prévisionnelles à atteindre, les sujets privilégiés, les contraintes, etc.

3.3 Protocoles de sélection

Les protocoles de sélection sont rédigés par domaine d'acquisition et ils sont de *véritables outils de références pour un travail quotidien*, un instrument de travail des responsables d'acquisition qui dictent les règles de sélection de chaque domaine et ils comportent un ensemble d'indications pratiques sur le développement de la collection : rythme de sélection, expression des modalités de contrôle de la sélection, d'élimination, etc. « *Les protocoles de sélection* établissent en détail les règles d'acquisition et d'élimination d'un domaine considéré du point de vue du contenu ». (Ibid, p. 56)

3.4 Sélection et décision d'acquisition

La sélection est une opération qui doit être menée dans le cadre des objectifs documentaires de la collection, elle doit nécessairement dériver des objectifs généraux de la charte de collection qui ont été formalisés dans le plan de développement de collection. B. Calenge suggère une distinction entre deux opérations : la sélection (en fonction du contenu) et la décision d'acquisition (en fonction de leur usage prédit) :

D'une part, l'opération de sélection doit être confiée au spécialiste du domaine étant donné qu'il exige une compétence intellectuelle et une connaissance dans le domaine retenu. Le sélectionneur, encadré par les protocoles de sélection, relève tous les documents (grâce aux catalogues d'éditeurs par ex.), susceptibles d'être intéressants et correspondant aux objectifs mesurables de contenu et d'usage de la bibliothèque tels qu'ils ont été préalablement paramétrés (sujets retenus, support accepté, langue du document, etc.). La sélection ne suppose donc pas a priori une décision d'acquisition car toute sélection n'aboutit pas obligatoirement à une acquisition.

D'autre part, la décision de l'acquisition se base sur les protocoles de sélection établis ; l'acquéreur, à son tour, décide l'achat ou non de chaque document en prenant en compte les différents paramètres, les échéanciers et le budget fixés par le plan de développement des collections. « L'acquéreur est celui qui institue le lien entre le sélectionneur (expert dans le choix de documents en fonction des domaines et niveaux recherchés) et les services documentaires (mise en valeur, utilisation rationnelle du contenu des documents pour répondre aux besoins d'accueil, d'orientation et d'information des usagers), en déterminant la décision d'acquisition, le nombre d'exemplaires et la destination du ou des exemplaire(s) dans les différents «secteurs d'usage» de la bibliothèque ». (Ibid, p. 78)

4 LA POLITIQUE D'ACQUISITION DE LA COLLECTION ARABE

La politique d'acquisition de la collection arabe s'inscrit dans le cadre général de la politique d'acquisition de la bibliothèque de l'Institut qui est censé définir les priorités des domaines à acquérir. Cette politique est actuellement basée sur les grandes lignes conductrices contenues dans un document intitulé "Anschaffungspolitik für die Bibliothek des Schweizerischen Instituts für Rechtsvergleichung", finalisé au mois de juillet 1991 et complété par deux annexes. La première - "Informatisierte Datenträger: Ist-Zustand" - date de 1996, et la seconde, présentant les propositions pour le développement des supports électroniques, a été rédigée et soumise au Comité de l'Institut en 1997. En 2005 une nouvelle politique d'acquisition a été élaborée en tenant compte des nouvelles perspectives qui s'ouvrent grâce aux moyens modernes d'accès à l'information.

La politique d'acquisition de l'ISDC est présentée d'une manière très générale, voire abstraite et elle ne détermine pas à mes yeux concrètement les niveaux d'usage auxquels la bibliothèque va donner ses priorités et ne reflète pas forcément la réalité de l'opération d'acquisition (notamment en termes budgétaires). Elle définit d'une manière théorique les différents domaines de droit indispensables pour la bibliothèque (presque tous) et n'offre pas des repères explicites pour orienter les responsables de sélection et des acquisitions dans leur travail quotidien.

Nous avons examiné cette politique et avons relevé quelques difficultés auxquelles nous faisons face pour gérer la collection arabe au sein de la bibliothèque et qui seront des pistes utiles pour la réélaboration de la politique de l'ISDC prévue pour septembre 2009. Cinq points négatifs sont à préciser :

- La politique d'acquisition ne définit pas explicitement les objectifs prioritaires en ce qui concerne la constitution de la collection et les priorités géographiques pour les différents pays arabes. Or le budget étant limité, il ne permet pas de couvrir adéquatement les 22 pays dans tous les domaines prescrits dans la politique d'acquisition. Nous nous retrouvons alors dans l'obligation de faire des choix subjectifs en sélectionnant un groupe de pays par année, ce qui ne correspond pas à la politique d'acquisition.
- Elle ne définit pas les différents principes et critères pour sélectionner les documents ; la sélection reste encore très subjective et se fait par le juriste arabe sans aucun contrôle de bibliothécaire (responsable d'acquisition).
- Elle ne définit pas la politique de remplacement des documents perdus : en effet, aucune mesure n'est prévue pour les documents perdus et des inventaires ont détecté que des documents manquaient. Une politique d'acquisition adéquate doit fournir explicitement les modalités et les mesures pour le remplacement de tous les documents perdus.
- Elle ne définit pas la politique de désherbage : actuellement la bibliothèque de l'Institut souffre d'un sérieux problème d'espace, surtout pour les collections

des pays d'Afrique et d'Asie. Le désherbage doit être intégré dans la politique d'acquisition et doit être mise en place parallèlement.

- Elle ne définit pas la politique des traitements de dons.

5 LA PRATIQUE DE L'ÉVALUATION : APPROCHE PRÉLIMINAIRE

Développer une collection à partir d'une approche intuitive s'avère à l'heure actuelle inapproprié et apocalyptique dans une période où les restrictions budgétaires ne cessent d'augmenter et où simultanément l'offre éditoriale demeure variée et excessive. Les bibliothécaires sont désormais confrontés à des choix stratégiques et la nécessité d'intégrer une culture d'évaluation dans leur politique documentaire semble être indispensable pour adapter, réorienter et/ou mettre en valeur leur fonds documentaire.

Les professionnels sont toujours à la recherche d'outils et d'autres voies d'évaluations permettant une adéquation entre la politique documentaire et le besoin de leurs chercheurs. Les techniques d'évaluation s'avèrent multiples et variées et changent d'une institution à l'autre selon le besoin des ressources documentaires de chacune (bibliothèque publique, universitaire, spécialisée etc.) et doivent nécessairement être des démarches structurées par des méthodes qui leur sont propres et qui dictent les processus. Plusieurs travaux ont été menés dans ce sens et ont contribué à la mise en place des indicateurs à valeur nationale tel que la norme ISO 11620² relative aux indicateurs de performance de bibliothèques.

Mais toute pratique d'évaluation nécessite d'obtenir des informations objectives de caractère autant quantitatif que qualitatif pour cerner une vision globale du fonds documentaire. Cette démarche d'évaluation doit nécessairement passer de l'analyse à la synthèse ou plus concrètement de la réflexion sur le constat de l'existant à l'action envisagée pour améliorer l'objet évalué en question :

« L'évaluation est essentiellement un outil de gestion. C'est d'abord une analyse objective et approfondie des produits et services fournis par la bibliothèque. Elle permet de préciser dans quelle mesure la bibliothèque satisfait les besoins de sa clientèle, d'identifier les lacunes dans les services offerts puis d'apporter des mesures correctives». (Clavel, 1984, p.7)

Dans ce sens, l'évaluation prétend atteindre deux objectifs : d'une part une dimension rétrospective car elle permet de faire un constat de l'existant grâce à des analyses de fonds qui permettent de connaître plus exactement l'état de la collection à la fois au sein de la bibliothèque et par rapport aux autres bibliothèques similaires, et d'autre part, une dimension prospective étant donné qu'elle nous permet de détecter les lacunes et nous servira comme support pour combler les manques, corriger les anomalies, enrichir la collection à l'avenir ou plus concrètement à adapter le contenu et l'orientation de la collection aux nouvelles exigences ou aux nouveaux besoins de sa collectivité.

Le but de cette étude n'est pas de relever les différentes approches d'évaluation mais surtout de porter un jugement objectif et actuel sur la pertinence de la collection arabe au sein de l'Institut et de connaître dans quelle mesure elle répond aux besoins informationnels de nos usagers et des juristes au sein de l'ISDC. Après

² La norme ISO 11620 définit les indicateurs de performances comme une « expression numérique, symbolique ou verbale, dérivée des statistiques de bibliothèques ou d'autres données, employée pour caractériser la performance d'une bibliothèque ». La norme ISO définit l'évaluation comme un processus consistant à estimer l'efficacité, l'efficience et la pertinence d'un service ou d'une installation.























l'évaluation et le diagnostic de la situation nous allons déterminer les mesures qui seront nécessaires pour améliorer la situation et nous mettrons au point un plan de développement pour la collection arabe capable, désormais, d'orienter, de déterminer et de juger toute sélection et décision d'acquisition.

5.1 Evaluation de la collection arabe

5.1.1 Analyse quantitative

La première analyse que nous entreprenons porte sur un constat quantitatif de la collection arabe. Cette phase d'évaluation se fait sur deux niveaux : dans la première phase, nous avons relevé l'ensemble des différentes ressources documentaires par pays (monographies, périodiques et base de données). Le tableau ci-dessous récapitule le résultat comme suit :

Tableau 1 : Tableau récapitulatif des différentes ressources documentaires de la collection arabe

Pays	Monographie	Périodique	Base de donnée	Total
 Algérie	381	5		386
 Arabie saoudite	392	4	2	396
 Bahreïn	70	4	1	74
 Comores	16	0		16
 Djibouti	27	0		27
 Égypte	2962	6		2968
 Émirats arabes unis	131	5	1	136
 Irak	248	5		253
 Jordanie	468	4		472
 Koweït	239	7	1	246
 Liban	527	5		532
 Libye	299	5		304
 Maroc	824	8		832
 Mauritanie	33	2		35
 Oman	92	2		94
 Autorité palestinienne	72			72
 Qatar	33	3	1	36
 Somalie	17			17
 Soudan	191			191
 Syrie	257	2		259
 Tunisie	805	8		813
 Yémen	222	5		227
Total	8306	80	6	8386
Droit musulman (EG)	7509	16		7525
Total	15815	96	6	15911

La deuxième phase de cette analyse portera essentiellement sur les monographies vu qu'elles constituent l'essentiel de la collection et parce que d'autre part les périodiques arabes présentent plusieurs lacunes et nécessiteraient une analyse individuelle plus approfondie (nous nous contenterons d'évoquer superficiellement les périodiques). Nous avons procédé au recensement de toutes les monographies segmentées par domaine de droit, selon la classification de l'Institut, et contenant des informations sur : les différentes catégories de droit, les sous-catégories de droit, la langue des documents et les différentes classifications (texte législatif, jurisprudence et périodique). Cette analyse a été effectuée sur l'ensemble des 22

pays arabes et nous donne ainsi une vue globale de la constitution de la collection de chaque pays (cf. annexe 1 : grille d'évaluation détaillée par pays : ex. Egypte). Cette démarche analytique nous donnera une vision plus significative du fonds de la collection de chaque pays. Nous avons synthétisé le résultat de l'étude par domaine (cf. annexe 2 : tableau récapitulatif des différents domaines de droit par pays)

5.1.2 Analyse qualitative

La bibliothèque de l'Institut est une bibliothèque spécialisée en droit. Son fonds extrêmement pointu en matière juridique ainsi que sa double mission comme une source documentaire à la fois pour les juristes de l'Institut que pour les chercheurs et les doctorants rend la démarche de l'évaluation qualitative de la collection particulièrement délicate et complexe pour mener une analyse objective et pertinente. Pour pallier notre manque de compétence en matière juridique, nous avons décidé de faire appel à un expert externe pour évaluer l'adéquation des contenus de la collection avec l'état du savoir et la production documentaire.

Conscient que cette démarche est particulièrement sensible voire épineuse vu que l'analyse de la pertinence des collections d'une bibliothèque se mesure selon les missions de l'institution et ses objectifs préalablement définis. Nous avons conscientisé l'expert sur deux points principaux : d'une part, nous l'avons sensibilisé aux besoins et attentes de l'institut en matière de références juridiques dans les domaines particulièrement importants pour ses avis de droit et d'autre part aux diverses demandes de nos chercheurs. En quelques mots, l'analyse se fait principalement sur deux étapes :

Dans un premier temps à cerner globalement les différents recouvrements de bibliographie grâce à une liste de bibliographies établie par l'expert afin de voir si ces titres jugés essentiels dans les différents domaines du droit semblent être acquis. Ceci nous donne un aperçu général sur l'ensemble de la collection arabe, sa richesse et sa pertinence.

Dans un deuxième temps, nous avons procédé à une analyse plus minutieuse pays par pays, et par domaine de droit (droit international privé, droit civil, droit pénal, etc.) afin de détecter les différentes anomalies et les différents domaines à enrichir. Et ceci était, parfois, suivi par un examen direct des collections d'après l'étagère, quand l'expert le pense nécessaire, pour se donner une idée plus claire sur des titres qu'il estime capitaux dans certains domaines de droit.

5.1.3 Résultat de l'analyse

A première vue la bibliothèque présente une collection arabe riche et variée, répartie entre le droit général et le droit religieux, en plus de quelques revues dans plusieurs domaines juridiques et plusieurs bases de données réputées dans le milieu. Ce qui offre une plateforme considérable pour les recherches scientifiques et les études juridiques arabophones.

La majorité des principales références en matière de droit arabe et musulman est concentrée sur l'Egypte (2968 monographies), celle-ci étant la référence par excellence dans le domaine du droit musulman étant donné que la plupart des législations arabes proviennent de la législation égyptienne. Toutefois nous avons relevé quelques excellentes références dans d'autres pays notamment pour le

Maroc, la Tunisie, le Liban, la Jordanie, l'Algérie, la Libye et la Syrie. Les collections des pays du Golfe restent, néanmoins, lacunaires.

Toutefois, nous avons constaté globalement un manque considérable de publications juridiques récentes pour ce qui concerne les lois et la législation dans la majorité des pays arabes (les recueils de législation d'Egypte datent de 1980, Maroc 1981, Syrie 1990) et ceci reste capital vu le rôle important qu'ils jouent dans le commentaire des textes législatifs. Enfin les collections des pays comme le Soudan, Djibouti, la Somalie, les Comores sont très insatisfaisantes et donc ne permettent pas une évaluation proprement dite.

Nous avons procédé à l'analyse minutieuse par pays dans les différents domaines de droit à savoir droit international privé, droit constitutionnel et administratif, droit privé, droit commercial et droit de société, droit pénal ainsi que l'organisation judiciaire et la procédure civile et nous avons synthétisé le résultat comme suit³ :

- Droit international privé : la collection arabe contient quelques références dans le droit international privé, la majorité est relativement récente jusqu'à 2005 comme le cas de la Tunisie, la Jordanie, l'Egypte mais manque de références sur l'arbitrage international, le statut juridique des étrangers, notamment pour l'Arabie saoudite, le Maroc, le Qatar, la Syrie, le Liban et l'Algérie.
- En ce qui concerne le droit constitutionnel et administratif, la collection arabe de l'ISDC couvre d'une manière largement suffisante en matière de droit constitutionnel et administratif dans tous les pays arabes jusqu'à l'année 2005. Elle offre des différentes publications de qualité sur les affaires économiques, le droit du travail, la liberté d'expression ainsi que la nationalité, ce qui représente une source importante et complète pour toute recherche scientifique dans ce domaine. Reste à noter par ailleurs un manque de références sur les droits politiques et la liberté personnelle.
- Le droit privé : les références dans ce domaine restent abondantes et variées mais très anciennes pour certains pays notamment en ce qui concerne le droit de la famille, de la succession pour l'Algérie, les Emirats arabes unis, le Qatar, Bahreïn et Oman. Un enrichissement des publications récentes nous semble primordial. En plus de quelques ouvrages du Liban sur le droit des obligations. L'Egypte, la Syrie, la Jordanie présentent une collection suffisante et très récente pour toute recherche des pays arabe dans ce domaine.
- Dans le droit commercial et droit de société, quelques publications sont très utiles et relativement récentes, toutefois nous avons constaté un manque considérable dans la législation commerciale d'une manière générale notamment celle concernant les sociétés commerciales et la législation commerciale dans les différents pays arabes, excepté l'Egypte qui offre une collection complète.
- Les ouvrages en droit pénal nous semblent relativement satisfaisants pour les différents pays excepté pour le Bahreïn et l'Irak.

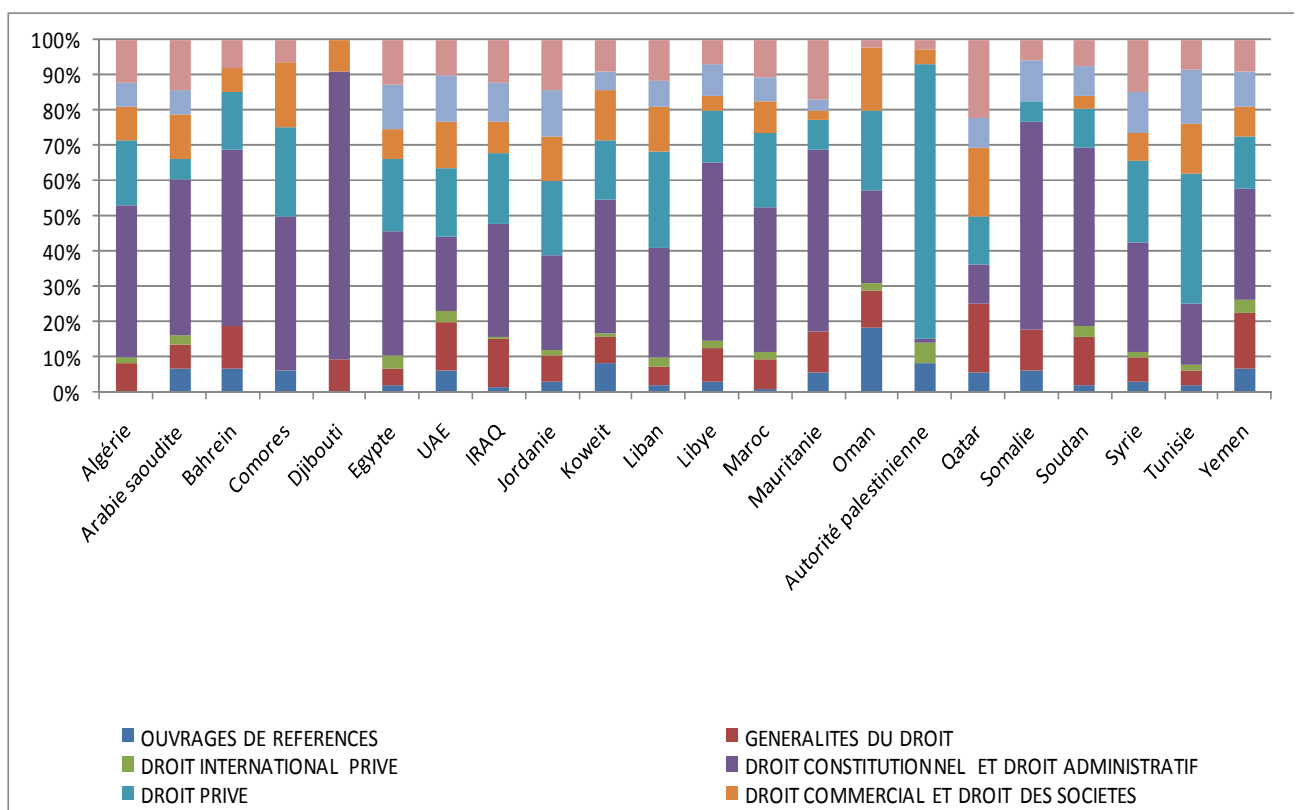
³ Les résultats présentés ci-dessus sont un résumé effectué à partir du rapport de l'expertise qualitative fournie par l'expert Dr. Wasil Mohamad.

- Organisation judiciaire : certains pays comme l’Egypte, le Maroc, la Tunisie, les Emirats arabes unis, Oman, le Liban offrent des titres nombreux en matière d’organisation judiciaire et de la procédure civile et le résultat est suffisant et varié. Par contre, plusieurs pays comme l’Arabie Saoudite, l’Irak, Bahreïn, ont besoin d’un enrichissement complet de différentes publications ou de ce que nous appelons « ouvrages de référence » dans la matière.
- Enfin la collection du droit religieux se montre complète et couvre tous les domaines du droit du point de vue islamique et donc offre les références de base dans le droit musulman sur le Fiqh, Fatawis et la Shariah, La collection est très équilibrées entre les publications anciennes donc référentielles et quelques publications récentes. Aucun manque n’a été détecté et aucun enrichissement n’est donc nécessaire, sauf pour exhaustivité.

A part le Maroc, l’Egypte et la Tunisie, les différentes collections des autres pays nécessitent globalement des publications récentes, principalement celles des universités.

Ces différents résultats peuvent être schématisés comme suit :

Figure 1 : Figure schématique de la constitution de la collection arabe par domaine de droit



5.2 Evaluation des périodiques

La bibliothèque de l'ISDC possède 150 revues arabes réparties par domaine de droit et par pays. Elles présentent passablement de lacunes (titre plus vivant, manque de numéros, périodiques pas traités etc.). Comme nous l'avons évoqué antérieurement, nous ne menons pas dans ce travail une analyse qualitative des périodiques arabes, étant donné qu'il nécessite une analyse plus minutieuse et approfondie que ce travail ne le permet. Mais nous allons tenter de dégager une approche méthodologique qui nous permettra d'appréhender avec une certaine objectivité la qualité des titres possédés par la bibliothèque au vu de déterminer des critères pour sélectionner, parmi ces revues, les titres les plus importants que la bibliothèque s'efforcera de garder et maintenir à jour.

Mais rappelons-le, le domaine de droit reste très particulier et les différentes méthodes couramment appliquées aux publications scientifiques dans d'autres domaines semblent, parfois, être incongrues. Nous tenterons donc de définir un protocole d'évaluation des revues juridiques arabes, en prenant en compte la particularité de la discipline : nous suggérons que le processus d'évaluation se déroulera selon trois phases consécutives :

Tout d'abord, nous segmentons tous les périodiques de la collection arabe par pays et par domaine dans un tableau récapitulatif qui recense un ensemble de paramètres qui nous informent sommairement sur l'état des titres arabes possédés par la bibliothèque (périodicité, date de naissance, début d'abonnement, mode de conservation, prix, langue, etc.) (cf. annexe 3 : tableau récapitulatif des périodiques arabe par pays).

Dans un premier temps, l'analyse portera sur une évaluation du contenu, soit sur la valeur scientifique de la revue par l'examen de différents éléments (la fiabilité des sources, les auteurs des articles, l'ancienneté de la revue, la régularité éditoriale, etc.). Elle sera déterminée selon deux types de revues : primo les revues dites « arbitrées » ou « à gouvernance éditoriale » qui se traduisent par des revues qui possèdent un comité de lecture qui, selon des critères de sélection prédéfinis, garantit le choix des articles dont le contenu est validé par le comité scientifique de la revue. Secundo, les revues officielles publiées par les instances gouvernementales, notamment les tribunaux qui publient les décisions

Dans un deuxième temps, un critère moins pragmatique qui porte sur la qualité scientifique de la publication par l'analyse de son contenu. Ce critère doit porter sur une analyse minutieuse des articles par des juristes pour relever la qualité des arguments utilisés et la profondeur scientifique des articles pour déterminer si l'article amène à des conclusions scientifiques significatives.

Cette première approche nous mènera à faire un premier choix sur les titres dont le poids intellectuel est reconnu et peuvent être une source fiable pour les chercheurs de l'Institut. Ainsi tous les titres ne remplissant pas ces critères seront *de facto* rejetés.

Enfin nous pouvons nous baser également sur le critère des statistiques de consultation, bien qu'elles soient difficilement applicables dans notre cas étant donné

que la consultation de nos collections est en libre accès. Nous nous limiterons pour l'instant aux demandes de prêts entre bibliothèques (copie d'articles). En effet, suivre la consultation sur place pour relever l'intérêt pour les différents titres nous semble très difficile à mettre en place d'une part parce que le rangement des livres ne se fait pas par les bibliothécaires et d'autre part parce que cette opération doit être effectuée à long terme et d'une manière régulière pour extraire toute sa fiabilité.

Il est important de signaler que cette évaluation doit être effectuée avec la collaboration du juriste du droit arabe et musulman et doit porter sur l'examen de chaque titre. La qualité et le niveau de la revue seront ainsi étudiés dans le but de déterminer si la valeur scientifique de celle-ci peut constituer une source d'étude fiable et correspondant au niveau de recherche de notre public. A titre d'exemple, le juriste peut utiliser trois cotes d'évaluation pour chacun des titres : essentiel, intéressant, ou négligeable pour déterminer les titres à maintenir ou à rejeter. Une fois ces différentes étapes accomplies, une liste des titres litigieux sera dégagée et nous localiserons ainsi les ceux que la bibliothèque s'efforcera de maintenir à l'avenir, et de compléter en cas de manque de numéros.

Ces résultats étant analysés, nous définirons, dans les chapitres qui suivent, les objectifs et les priorités pour l'acquisition des pays arabes. Et en second lieu, il sera question d'élaborer un plan de développement, selon l'analyse préalablement exposée, capable de combler les lacunes de la collection, de maintenir sa cohérence intellectuelle, sa pertinence et sa qualité.

6 ELABORATION D'UN PLAN DE DÉVELOPPEMENT DE LA COLLECTION (PDC)

La proposition d'un plan de développement de la collection vise à rationaliser le processus d'acquisition, jusqu'à présent subjectif, de la collection arabe. Grâce à la mise en place d'un outil de gestion et de communication dictant les règles et les objectifs de développement de la collection, le PDC sera un langage commun accessible à tout sélectionneur et acquéreur des documents en langue arabe et orientera toute décision d'acquisition pour ces pays en question.

L'élaboration du PDC requiert un ensemble d'outils ou de paramètres documentaires (langues, importance relative des différents supports, âge des documents, etc.) qui doivent présider au calcul des objectifs documentaires et d'acquisition. De caractère pluriannuel, il doit expliciter les objectifs à moyen terme (de 3 à 5 ans), prévoir et planifier clairement les acquisitions en nombre de titres, d'exemplaires et de budget alloué pour chaque segment documentaire en fonction de la politique d'acquisition de la bibliothèque et ses priorités. Il doit être reconsidéré dès qu'il y a de nouveaux besoins ou lors de modifications d'attributions budgétaires. Le PDC consiste en un document formalisé complété par un tableau indiquant la liste des sujets retenus, en précisant les paramètres documentaires spécifiques à chaque sujet ainsi que la programmation du nombre de documents à atteindre et le niveau à atteindre par sujet. (cf. Annexe 4 : tableau du plan de développement de la collection arabe).

Nous définirons les objectifs de la collection et analyserons les différents paramètres indispensables. Finalement, nous proposerons en guise de conclusion un tableau du plan de développement adapté à notre cas.

6.1 Définition des objectifs

La collection arabe doit maintenir et développer une collection imprimée dans le domaine juridique. Sa priorité va principalement au droit de la famille, des successions et au droit commercial, domaines capitaux pour les avis de droit de l'ISDC ; néanmoins, les autres domaines juridiques n'en demeurent pas moins importants pour nos chercheurs. En effet, la bibliothèque de l'ISDC a aussi pour mission d'offrir une littérature juridique aux chercheurs extérieurs dont, à l'heure actuelle, nous ne connaissons pas concrètement les besoins. La difficulté de définir les besoins de nos chercheurs suppose la constitution d'une collection la plus complète et équilibrée dans les différents domaines et pays pour répondre à leurs attentes, étant donné que, dans ce sens, tous les titres peuvent être intéressants pour leur contenu analytique, leurs références législatives et jurisprudentielles ou pour leur approche doctrinale.

Le résultat de l'analyse nous a révélé que la collection est constituée de manière disproportionnée, certains pays étant à jour, d'autres moins enrichis ou même tombés dans l'oubli. Il a également révélé une surreprésentation de certains domaines ainsi qu'un manque considérable de publications récentes, notamment en matière de législation et de jurisprudence.

La formalisation de nos objectifs prendra en compte deux caractères distincts :

Le premier cherche à rétablir une collection équitablement représentée. Pour atteindre ce résultat, nous avons déterminé trois objectifs intermédiaires, en fonction de l'état de chaque collection (suffisante, faible ou insuffisante). Ces objectifs détermineront indépendamment pour chaque catégorie de collection ses propres objectifs en fonction de niveau actuel de la collection et du niveau visé de chacune:

1. **Maintenir** : L'objectif principal de cette catégorie serait de s'efforcer de maintenir à l'avenir, grâce aux acquisitions courantes, son niveau et sa cohérence en continuant d'acquérir les publications juridiques récentes pour assurer sa pertinence et la fraîcheur du contenu de ses documents. Il vise la collection jugée à jour qui couvre les différents domaines de droit représenté par l'Egypte, le Maroc, la Jordanie, Oman, la collection de droit comparé et la collection du droit musulman.
2. **Compléter** : Cet objectif vise à compléter la collection depuis son état actuel par des acquisitions rétrospectives qui cherchent à résorber les manques par les différentes publications juridiques dans les domaines concernés, notamment en matière législative et jurisprudentielle. Cet objectif portera sur les collections jugées relativement moins jeunes, comme l'Arabie saoudite, l'Algérie, le Liban, la Lybie, le Koweït, la Jordanie, le Soudan, la Syrie et le Yémen.
3. **Reconstruire** : Cet objectif suppose une reconstitution complète des collections concernées notamment en matière de législation et de jurisprudence. Il doit porter sur des acquisitions rétrospectives en fonction de leurs budgets alloués qui combleront les manques dans les domaines pour reconstituer leurs fonds documentaires qui actuellement ne correspondent pas à un niveau de recherche. Cette catégorie concerne les collections jugées faibles. Il s'agit de l'Autorité palestinienne, Bahreïn, Comores, Djibouti, Irak, Qatar, Mauritanie, Somalie et Tchad.

Une fois ces objectifs respectifs atteints, leur complémentarité permettra d'offrir un fonds juridique arabe opérationnel capable de répondre aux missions de l'Institut et de ses chercheurs.

Le deuxième caractère est un objectif global, applicable sur l'ensemble de la collection arabe. Il s'agit d'entretenir un équilibre dans les différents domaines de droit pour éviter les surreprésentations de certains domaines comme nous l'avons relevé dans l'analyse (droit constitutionnel et administratif surreprésenté dans les différents pays), soit par une définition préalable du nombre de titres par domaines en se basant éventuellement sur le prix moyen par livre, ce qui est difficilement applicable dans certains cas étant donné que certains pays développent plus un domaine que d'autre. Soit par une traduction budgétaire par domaine de droit qui restera flexible en fonction de l'offre éditoriale par pays.

Ces acquisitions rétrospectives doivent prioritairement porter, à mon sens, sur la législation et la jurisprudence des pays concernés et doivent nécessairement être définies par une politique qui prend en compte des bases de données juridiques auxquelles l'Institut est abonné, notamment pour les pays du Golfe. Dans ce sens,

ces bases de données juridiques offrent une plateforme législative complète qui facilite la navigation et la recherche et peuvent être, ainsi suffisantes à condition que l'abonnement soit maintenu.

6.2 La formalisation des outils

L'élaboration du PDC requiert un ensemble d'outils ou de paramètres documentaires qui doivent être précisés et analysés.

- **Contenu** : La première démarche consiste à répartir la collection par grands domaines : il s'agit de fragmenter la collection par segment significatif en unité intellectuelle cohérente pour le droit ou par sous-domaines de droit (droit privé, droit administratif, droit pénal et organisation judiciaire etc.)
- **Niveaux de lecture** : Il correspond au niveau du contenu des documents. Certes la collection arabe correspond et doit répondre à un niveau de recherche, mais le résultat de l'analyse a révélé un déséquilibre dans certains domaines qui sont capitaux pour l'ISDC. Ces niveaux doivent orienter le sélectionneur et l'acquéreur sur le but à atteindre en se basant sur le niveau de départ des collections pour arriver au niveau désiré de la collection au terme du plan de développement. Nous proposons un tableau de programmation systématique contrôlée qui organise les choix du PDC. Une programmation fondée sur une représentation de type *Conspectus* par exemple. Cette méthode mise au point par le Research Libraries Group (RLG) américain synthétise l'état de la collection, définit et codifie les différents niveaux de collection par un numéro d'ordre allant de 0 à 5 (0= pas d'acquisition, 1= niveau minimal 2= niveau élémentaire, 3= niveau intermédiaire, 4= niveau recherche, 5= niveau complet).

Ces niveaux doivent être déterminés selon nos besoins, et la réflexion doit être, à mes yeux, développée avec la collaboration étroite du juriste du droit arabe et musulman pour déterminer les niveaux intellectuels de la collection à atteindre dans chaque domaine de droit (quelles échelles de complexité appliquons-nous au droit privé ou au droit pénal ?).

- **Type de document** : Il faut préciser quelle importance nous donnons à chaque type de document (publications officielles, ouvrages de références, mélanges, colloques, thèses). La réflexion doit porter sur les variétés des supports et leur importance quantitative (monographies, périodiques, CD-Rom, CDs audio). Le PDC liste tous les supports admis et exclus.
- **La langue du document**: Certes, la bibliothèque privilégie les achats en langue originale du pays, mais nous devons nous interroger sur les autres langues également prioritaires pour l'ISDC et ses chercheurs. Certaines langues accessibles sont aussi intéressantes que la langue originale : par exemple, une traduction d'un code pénal demeure très précieuse pour l'ISDC pour la rédaction de ses avis de droit. Le PDC doit déterminer les différentes langues acceptées et les langues exclues d'acquisition. Nous suggérons que l'achat en langue originale se limite à 80% du budget de la collection et que 20% soit consacré aux achats en langue étrangère, prioritairement pour des traductions des textes de lois (texte brut).

- **La date de publication** : Il faut ensuite s'interroger sur l'âge des collections, donc à la date de publication des documents. La réflexion doit également porter sur la date limite des publications pour les acquisitions rétrospectives pour un éventuel rééquilibrage de la collection.
- **Géographie éditoriale** : La bibliothèque s'est intéressée jusqu'à présent à acheter des publications juridiques nationales publiées dans le pays concerné. Il faut s'interroger si les documents concernant un pays mais qui sont édités à l'étranger seront acceptés. Ce critère est important surtout pour des pays dont la production éditoriale est faible comme le cas des pays du Golfe.

Le plan de développement de collection est une véritable organisation prospective des collections et sera résumé sous forme de tableau de bord annuel. Nous proposons un tableau croisant trois types de données : types de textes, types de droit et pays. Le tableau proposé (annexe 4) ne peut être complété et validé qu'avec la collaboration étroite du juriste de droit arabe et musulman, en s'appuyant sur les résultats de l'analyse préalablement établie et en prenant en compte les objectifs de l'Institut.

7 LE DÉSHERBAGE

7.1 Le désherbage : approche définitionnelle et méthodologique

Le désherbage, parfois désigné par les termes élimination, élagage, retrait, révision ou réévaluation, est conçu par définition comme l'opération intellectuelle pour éliminer et renouveler les collections au sein des bibliothèques. Il permet aux professionnels de la documentation, grâce à l'évaluation rétrospective de leur collection, un suivi rigoureux de leurs fonds documentaires et est un moyen efficace pour réactualiser le fonds, veiller sur sa qualité et maintenir sa cohérence pour mieux répondre aux besoins documentaires et informationnels des usagers.

Cette pratique doit être structurée et décidée en fonction de critères pratiques et intellectuels préalablement établis par chaque institution en fonction de leurs besoins et découlent impérativement d'une analyse minutieuse et fondée de chaque document. Tel que le soulignent Françoise Gaudet et Claudine Liebert « Le désherbage désigne en tout cas une opération intellectuelle qui, insérée dans une chaîne complexe de techniques et de savoir-faire, aboutit à des retraits ponctuels ou définitifs dans les collections et secteurs d'usage de la bibliothèque. Que se soit pour des raisons matérielles (usure, détérioration) ou politiques (inadéquation à la collection) » (Gaudet, 1999, p. 15) C'est un travail intellectuel relativement difficile, mais très valorisant pour la bibliothèque étant donné qu'il permet une mise à jour qualitative constante du fonds documentaire et donc une valorisation des collections de la bibliothèque.

Cette activité nécessite donc compétence et professionnalisme, et doit être formalisée et intégrée dans la politique documentaire de l'établissement comme partie intégrante du plan de développement des collections qui définit les critères de désélection et de conservation des documents en fonction des missions de la bibliothèque et du public cible.

Nous essayons dans le point qui suit de faire une mise à plat de cette pratique en examinant les critères communément utilisés dans le désherbage et en analysant leur pertinence sur les fonds spécialisés, notamment juridique comme c'est le cas pour la collection arabe. Ensuite, nous essayerons de définir brièvement un protocole de fonctionnement pour le désherbage en proposant quelques critères susceptibles d'être applicables sur la collection arabe.

7.2 Méthodes applicables sur la/les collection(s)

Il existe diverses méthodes⁴, dont, en en prenant connaissance, le bibliothécaire peut s'inspirer pour choisir la plus appropriée en définissant sa politique de désherbage et

⁴ Plusieurs méthodes existent, en voici quelques unes : la méthode de L. Ash porte sur une expertise qualitative, il repose sur un examen attentif de chaque livre, et sur une évaluation de son contenu. La méthode élaborée par Herman Fussler et Julian Simon portant sur une analyse statistique examinant à la fois l'usage et l'âge de l'information. La méthode de Richard Trueswell s'intéresse à la satisfaction des demandes de prêt aux utilisateurs et détermine ainsi les livres inutilisés. La méthode de Slote repose sur les statistiques du prêt le temps durant lequel le livre repose sur le rayon. Il détermine ainsi une date limite de non-utilisation : Les documents dont le dernier prêt est antérieur à cette date limite peuvent être retirés des rayons.

définir ainsi ses critères en fonction de la mission de la bibliothèque et de l'attente de son public. Ces méthodes s'articulent généralement autour de trois critères et doivent être considérés simultanément dans l'examen de chaque document :

- L'âge du document : il s'intéresse principalement à l'âge du document (date de publication, date d'édition, date d'acquisition etc.). Il varie d'un document à l'autre en fonction du sujet traité. Ce critère peut également être conçu non pas en fonction de la présence du document dans la bibliothèque (un critère peu fiable) mais plutôt sur l'âge de l'information contenue dans le document (10 ans pour les mathématiques, 2 ans pour l'économie, 2 ans pour les annuaires, etc.).
- L'usage du document : grâce aux statistiques de prêt qui mesurent l'utilisation du document et son intérêt du public. Ce critère reste le critère objectif par excellence dans la pratique de désherbage.
- L'état physique et l'intérêt intellectuel du document : Il porte sur une expertise qualitative symbolisé par la méthode IOUPI⁵ qui oblige à considérer chaque document selon cinq critères. Ce critère est d'un caractère subjectif et doit être utilisé, pour plus d'efficacité, comme étant un moyen de justifier le maintien des documents susceptibles d'être désherbés et non comme un moyen pour signaler négativement tel ou tel document. (Calenge, 1999, p. 52)

Mais avant toute analyse de la pertinence de ces critères sur la collection arabe, il convient tout d'abord d'analyser la problématique que suscite le désherbage dans une bibliothèque de recherche, notamment en droit, et de clarifier notre conception du terme "désherbage": Adopter le désherbage par élimination peut s'avérer dramatique dans notre bibliothèque juridique. À part le critère d'usure et de détérioration, les exemplaires multiples et inutiles (livres non juridiques), les critères deviennent moins évidents voire même inappropriés. La valeur d'usage, d'âge ne peut guère être un facteur déterminant d'exclusion ou d'élimination, puisque les ouvrages moins utilisés ne demeurent pas moins précieux et peuvent être d'une importance capitale pour toute recherche juridique à venir et aux rédactions des futurs avis de droit etc.

De plus, le domaine juridique reste très différent par rapport à d'autres domaines tels que les mathématiques ou l'informatique pour appliquer des critères d'émondage sur leur collection. C'est une discipline en perpétuelle évolution et elle s'inscrit dans une relativité constante. Les textes des lois, certes, évoluent, sont modifiés, révisés, mais ils ne sont pas pour autant annulés, car les nouveaux textes de lois n'ont

⁵ IOUPI est un acronyme aide-mémoire, qui résume les cinq critères d'élimination d'un ouvrage. Une méthode qui propose de régler le problème par la prise en compte de critères simples, précis et objectifs, en commençant par déterminer l'âge du document (le nombre d'années passées depuis la date de dépôt légal) et le succès rencontré auprès du public (le nombre d'années écoulées sans prêt). **I** : Incorrect, fausse information ; **O** : Ordinaire, superficiel, médiocre ; **U** : Usé, détérioré, laid ; **P** : Périmé ; **I** : Inadéquat, ne correspond pas au fonds. Chaque ouvrage se voit attribué une formule du type 8/3/IOUPI où le premier chiffre signale l'âge du livre, le deuxième le nombre d'années écoulées depuis le dernier prêt et le troisième partie désigne la présence d'un ou de plusieurs facteurs IOUPI.

généralement pas d'effet rétroactif : ainsi, pour les événements antérieurs aux nouvelles lois, les anciennes lois s'appliquent. Le droit s'inscrit donc dans une continuité complémentaire, ce qui rend le choix du désherbage par élimination caduque et ses critères ne peuvent être dans ce sens qu'arbitraires.

Pour cette raison, nous proposons d'aborder le désherbage uniquement dans le cadre de la relégation de la collection dans des magasins dans la logique de présenter une fraîcheur de l'information au libre accès. Nous analyserons la pertinence de ces critères uniquement sur la pratique des retraits libres de la collection vivante les titres évalués comme moins «actuels». Mais cela réclame un endroit pour les documents relégables qui peut être soit un stockage extérieur possédé par l'Institut, soit un magasin prévu pour cet effet dans le cadre du nouveau bâtiment, projet en cours de discussion.

Ces critères de relégation ne sont pas pour autant faciles à déterminer pour une bibliothèque de droit, les critères préalablement exposés pouvant être difficilement applicables en matière juridique et le résultat étant parfois peu fiable :

L'âge: Bien que l'âge reste un élément décisif dans le milieu juridique il reste néanmoins le critère qui semble le plus facile à écarter comme étant un critère peu fiable pour le désherbage. Définir une fourchette d'âge pour désherber- ex. candidat au désherbage des documents qui ont plus de 5, 10 ou même 20 ans-, comme c'est pratiqué dans les bibliothèques publiques pour juger un document, appelle à la prudence dans notre cas. En effet, l'âge d'un texte de lois ne détermine pas nécessairement l'actualité de son contenu, il restera toujours en vigueur tant qu'il n'a pas subi des modifications ou des révisions. Dans ce sens, l'âge des documents juridiques semble peu significatif et leur durée de validité (actualité) difficilement déterminable. Cet exemple reste parlant et montre la difficulté de la démarche pour déterminer préalablement d'une manière catégorique un âge de désherbage pour les livres de droit.

L'usage du document grâce aux statistiques d'utilisation pourrait être un facteur décisif pour la relégation des documents dans le magasin. Il fournit des éléments clés sur l'intérêt et l'utilisation du public et les juristes de notre collection. Or, cela reste inapplicable à l'heure actuelle pour l'Institut qui malheureusement ne fait pas de prêt et en l'occurrence ne dispose pas de statistiques précises et exhaustives sur l'utilisation de toute la collection à l'exception du prêt entre bibliothèques – critère insatisfaisant. Par ailleurs, ce critère pourrait être intéressant dans le cadre de l'implémentation du RFID au sein de bibliothèque.

Le contenu intellectuel reste donc le critère par excellence pour déterminer la fraîcheur de l'information puis juger les documents susceptibles d'être relégués dans le magasin au sein de l'ISDC. Cependant, ce travail appelle à des compétences juridiques qui ne peuvent guère être menées uniquement par des bibliothécaires qui manquent des compétences dans la matière. Ceci implique une collaboration étroite entre les juristes et les bibliothécaires pour mener à bien cette opération. Un examen direct dans les rayons par les deux spécialistes en examinant document par document s'avère à mon sens indispensable : d'une part les juristes qui examinent le document du point de vue du contenu juridique des documents (actualité, document ayant un contenu juridique dépassé : texte de lois modifié, commentaires des textes

modifiés,) et simultanément les bibliothécaires avec un examen qui porte sur les aspects bibliothéconomiques notamment sur les recherches documentaires (éditions récentes disponibles, plusieurs exemplaires, l'état physique du document, etc.).

A ce stade, les critères de relégation peuvent se manifester d'une manière plus claire, et ne peuvent être, à mon sens, appliqués et menés efficacement que grâce à la complémentarité des compétences des deux spécialistes dans leur domaine respectif pour déterminer les documents 'candidats au désherbage'. Quelques éléments peuvent dans ce sens être décisifs :

- **Actualité du contenu :** Tous les documents ayant un contenu juridique dépassé, textes de loi, commentaires de textes de loi qui ne sont plus en vigueur, la bibliothèque de l'ISDC maintient dans le libre accès uniquement le droit positif (ce qui est en vigueur), textes législatifs, commentaires etc.
- **Sujets apparentés :** Les documents dont le sujet est identique peuvent être relégués. Seul le juriste peut déterminer en fonction de la notoriété académique de l'auteur et de la valeur scientifique de l'ouvrage quels titres sont susceptibles d'être relégués.
- **Éditions successives :** La collection arabe possède quelques ouvrages en plusieurs éditions. Cette réalité permet donc d'envisager la relégation des éditions antérieures.
- **Les journaux officiels et ou les textes de lois disponibles en version électroniques** soit par des bases de données gratuites soit par des abonnements peuvent également être transférés au magasin.

En guise de conclusion, une relégation continue et programmée dans les entrepôts dans l'optique de présenter l'actualité de la discipline en libre accès semble être actuellement la solution idéale pour une politique de désherbage de la bibliothèque de l'ISDC et en l'occurrence pour la collection arabe. Les critères préalablement exposés peuvent constituer une base pour une analyse plus approfondie, et spécifiquement le critère du contenu intellectuel et de ce qui en résulte, notamment les contraintes matérielles, le manque de personnel au sein de l'Institut pour mettre en œuvre cette pratique. À l'avenir, d'autres voies peuvent être envisagées pour motiver et déterminer des critères d'élimination, notamment dans le cadre du projet de numérisation des documents : ainsi, les documents numérisés peuvent, à mon sens, devenir un critère décisif pour éliminer la version papier... à débattre.

7.3 Critères d'élimination

Nous avons relevé la difficulté de la pratique dans le milieu juridique et la nécessité d'une collaboration étroite entre les bibliothécaires et les juristes pour mener à bien cette opération. Toutefois, nous suggérons de proposer dans l'immédiat, en nous basant sur le résultat de l'analyse de l'évaluation de la collection arabe préalablement exposée deux critères d'élimination pour un désherbage simple pour une cohérence de notre collection juridique :

- Tous les documents qui s'avèrent non juridiques dans l'analyse de la collection. Le retrait de ces documents ne suppose pas forcément détruire ces documents mais on peut envisager soit un don, un échange ou une élimination.

- Tous les doublons des documents. La bibliothèque de L'ISDC conserve un seul exemplaire de chaque document, les livres en double exemplaire doivent être retirés de la collection.

8 CONCLUSION

Le but de ce travail était de mener une analyse objective, autant quantitative que qualitative, sur le fonds documentaire arabe au sein de l'ISDC et de dégager quelques axes méthodologiques pour mener à bien une gestion efficace de la collection arabe au sein de l'Institut.

L'évaluation de la collection comme point de départ nous a servi de boussole pour relever les différentes lacunes et les anomalies au sein de la collection arabe et nous a démontré la nécessité d'une mise à jour de la politique d'acquisition arabe pour offrir une collection cohérente pour l'ensemble des pays arabes.

Nous avons donc essayé tout au long de ce travail de relever, grâce à des approches théoriques et un regard critique sur la collection, des pistes en vue d'une amélioration de la gestion de la collection et surtout de tirer une meilleure adéquation entre la politique d'acquisition et les missions de la bibliothèque. Dans ce sens, la proposition du plan de développement de la collection est présenté comme l'outil de gestion normalisé par excellence pour d'une organisation nouvelle de la politique d'acquisition qui doit prendre en compte les différentes missions et objectifs de l'Institut et qui orientera désormais toute décision de sélection ou d'achat à l'avenir. Un outil de travail formalisé qui peut garantir une cohérence de la collection arabe et de guider, ainsi, d'une manière méthodique aussi bien les sélectionneurs que les acquéreurs dans leurs tâches quotidiennes.

Et enfin, les apports de ce travail ont été également orientés vers une réflexion sur la pratique du désherbage en tant que composante indissociable d'une politique d'acquisition en analysant la problématique suscitée notamment au sein de notre bibliothèque de droit. Et nous avons essayé de dégager quelques pistes de réflexions sur les protocoles de fonctionnement de cette pratique et quelques critères susceptibles d'être applicables au sein de la bibliothèque en général et pour la collection arabe en particulier.

9 BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

• Ouvrages

Calenge, Bertrand (2008) : Bibliothèques et politiques documentaires à l'heure d'internet . Paris. Ed. du Cercle de la Librairie. Coll. «Bibliothèques»

Calenge, Bertrand (1999) : Conduire une politique documentaire. Paris. Ed. du Cercle de la Librairie. Coll. «Bibliothèques»

Calenge, Bertrand (1994) : Les politiques d'acquisition : constituer une collection dans une bibliothèque. Paris. Ed. du Cercle de la Librairie. Coll. «Bibliothèques»

Chaumier, Jacques et Sutter, Eric (2007) : Documentalistes, ajoutez de la valeur à vos services ! Paris. Editions ADBS

Compernelle, Ariane Van (1993) : le Conspectus : un outil de gestion pour les bibliothèques. Bruxelles. Conseil interuniversitaire de la Communauté française

Clavel, Jean-Pierre (1984) : L'évaluation des bibliothèques universitaires. AUPELF. Montréal

Giappiconi, Thierry (2001) : Manuel théorique et pratique d'évaluation des bibliothèques et centres documentaires. Paris. Ed. du Cercle de la Librairie. Coll. « Bibliothèques »

Travier, Véronique (2001) : Une politique d'acquisition pour une bibliothèque d'étude et de recherche. Villeurbanne. Presses de l'ENSSIB

Lieber, Claudine et Gaudet Françoise (1999 ²) : Désherber en bibliothèque : manuel pratique de révision des collections. Ed. du Cercle de la Librairie. Coll. «bibliothèques»

Perrin, Georges (1999) : Développer et exploiter un fonds spécialisé. Villeurbanne Enssib

Travier, Véronique (2001) : Une politique d'acquisition pour une bibliothèque d'étude et de recherche. Villeurbanne. Presses de l'ENSSIB

• Articles

Bonnel, Sylvie, Carbone, Pierre (2006) : Un plan de développement des collections. Bulletin des bibliothèques de France, t.51, n°1, pp. 82-89 [En ligne].
<http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2006-01-0082-014> (Consulté le 09 août 2009)

Duvernois, Pierre ... [et al.] : Plans d'acquisition. Bulletin des bibliothèques de France, t.33, n° 5, pp. 372-380 [En ligne].
<http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-1988-05-0372-003> (Consulté le 10 août 2009)

Mayère, Anne et Muet, Florence (1997) : La démarche qualité appliquée aux bibliothèques et services d'information : conception et spécificités. Bulletin des bibliothèques de France, t.43, n°1, pp. 11-19. [En ligne].

<http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-1998-01-0010-001> (Consulté le 09 août 2009)

Puech, Christian, Tesnière, Valérie : Expertise scientifique et évaluation des collections : une méthode appliquée aux fonds de linguistique de la BnF. Bulletin des bibliothèques de France, t.45, n° 4, 2000, pp. 96-104 [En ligne].

<http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2000-04-0096-001> (Consulté le 15 août 2009)

10 ANNEXES

10.1 Annexe 1 : fiche d'analyse de la collection par pays : exemple Egypte

b : Textes législatifs, traités internationaux

d : Jurisprudence

f : Périodique

Egypte										
OUVRAGES DE REFERENCE	En arabe				Année la plus récente	Autres langues				Année la plus récente
	b	d	f			b	d	f		
1) Dictionnaires, listes d'abréviations										
1.1) Dictionnaires multilingues										
1.2) Dictionnaires bilingues										
1.3) Dictionnaires de droit										
1.4) Dictionnaires de sigles et d'abréviations										
2) Répertoires										
3) Sources d'informations générales				3	1992					
4) Encyclopédies										
4.1) Encyclopédies juridiques										
5) Bibliographies				1	1988				1	1975
5.1) Bibliographies juridiques										
6) Biographies				18	2004					
7) Ouvrages non juridiques				17	2001				3	1996
7.1) Philosophie										
7.2) Théologie										
7.3) Sociologie générale				3	1997				2	1992
7.4) Psychologie. Pédagogie										
7.5) Méthodologie										
7.6) Langue. Linguistique. Littérature										
7.7) Economie										
7.8) Géographie				1	1991					
7.9) Sciences exactes et naturelles. Sciences appliquées										
8) Organisation des bibliothèques. Bibliothéconomie										
8.1) Bibliothèques de droit										
GENERALITES DU DROIT	En arabe				Année la plus récente	Autres langues				Année la plus récente
	b	d	f			b	d	f		
Egypte	b	d	f			b	d	f		
9) Recueils de législation	4				1981	1				1992
10) Recueils de publications officielles										
11) Recueils de jurisprudence		11			1995					
12) Congrès et autres réunions scientifiques										
13) Collections d'archives										
14) Périodiques			12		2004			5		2002
15) Recueils de travaux				3	2002				3	1995

15.1) Mélanges ("Festschriften")				1	1999					
16) Ouvrages généraux de droit				8	2002				5	2004
17) Histoire du droit				6	2004				1	1983
18) Philosophie et théorie générale du droit				4	2002				1	2006
18.1) Epistémologie juridique										
18.2) Sociologie du droit. Anthropologie juridique				7	2003					
18.3) Logique juridique. Méthodologie du droit										
18.4) Sémiologie et sémiotique juridique										
18.5) Sources et théorie des normes. Interprétation				4	1995					
18.6) Droit et morale				1	2003					
18.7) Droit et justice. Jusnaturalismes										
18.8) Juspositivismes										
18.9) Droit et marxisme										
19) Théorie et méthode du droit comparé										
20) Réforme du droit. Codification				34	1999					
21) Unification du droit										
22) Technique législative. Rédaction juridique				18	1998					
23) Recherche juridique.										
24) Enseignement du droit										
25) Professions et organisations juridiques.	4			12	2003				1	1993
DROIT INTERNATIONAL PRIVE	En arabe				Année la plus récente	Autres langues				Année la plus récente
Egypte	b	d	f			b	d	f		
26) Droit international privé (ouvrages généraux)	1			28	2003				1	1940
27) Sources du droit international privé										
27.1) Conférences de La Haye de droit international privé										
27.2) Conférence interaméricaine de droit international privé										
28) Notions générales de droit international privé				5	2003					
28.1) Rattachement										
29) Procédure (droit international privé)				24	2004					
29.1) Arbitrage international privé				26	2004					
30) Droit du commerce international	1		4	8	2002					
30.1) Sociétés. Entreprises multinationales. "Joint ventures"										
30.2) Vente internationale (droit uniforme et règles de conflits)				1	2003					
30.3) Commerce électronique										
31) Sujets spéciaux de droit international privé										
31.1) Personnes				1	1989					
31.2) Mariage et relations entre conjoints				1	2003					
31.3) Relations entre parents et enfants. Tutelle				1	2004					
31.4) Successions				1	1987					
31.5) Trusts										
31.6) Propriété (immobilière et mobilière)				1	2002					
31.7) Contrats en général				2	2002				2	1999
31.8) Contrats spéciaux				4	2003					

31.9) Responsabilité civile (actes illicites). "Torts"				1	1988					
31.10) Quasi-contrats. Enrichissement illégitime										
31.11) Concurrence. Cartels. Concurrence déloyale										
31.12) Propriété industrielle et intellectuelle										
DROIT CONSTITUTIONNEL ET DROIT ADMINISTRATIF	En arabe				Année la plus récente	Autres langues				Année la plus récente
Egypte	b	d	f			b	d	f		
32) Etat. Gouvernement. Politique				62	2004				10	1995
32.1) Partis et organisations politiques				36	2003				1	1996
32.2) Politique extérieure. Relations internationales										
33) Constitutions	5			5	1995	2				1981
34) Droit constitutionnel et droit public	1			9	2004				1	2006
34.1) Fédéralisme. Régions										
34.2) Contrôle de constitutionnalité	1	4		29	2002				2	2003
35) Pouvoir législatif. Parlement	1			19	2004					
36) Pouvoir exécutif				8	2003					
37) Nationalité. Droit d'établissement. Citoyenneté. Statut des étrangers	4			19	2004				2	1964
37.1) Droits politiques				7	2002					
38) Droits fondamentaux		3		36	2004				6	1999
38.1) Droit à la vie. Liberté personnelle				7	2003				1	1989
38.2) Egalité des êtres humains										
38.3) Egalité des sexes				21	2002				5	1998
38.4) Egalité devant la loi				7	1990					
38.5) Liberté de pensée				6	1995					
38.6) Liberté d'opinion et d'expression	2	1		28	2003				1	1993
38.7) Liberté de réunion et d'association				1	1993					
38.8) Droit de pétition. Désobéissance civile				3	1995					
38.9) Garantie de la propriété										
38.10) Protection de la vie privée contre les atteintes de l'Etat										
38.11) Droits économiques et sociaux				2	1997					
39) Droits des groupes. Minorités				80	2004				10	2005
40) Droit administratif	2	1		52	2004				1	1955
40.1) Procédure administrative	1			19	2004					
40.2) Contrôle de la légalité. Tribunaux administratifs	1	1		14	1998				1	1995
40.3) Expropriation. Nationalisation. Privatisation	3			9	2003					
41) Droit communal	4			5	2003					
42) Police. Maintien de l'ordre	4			4	2003				1	1988
43) Défense nationale. Etat d'urgence	2			5	2004					
DROIT CONSTITUTIONNEL ET DROIT ADMINISTRATIF (suite)	En arabe				Année la plus récente	Autres langues				Année la plus récente
Egypte	b	d	f			b	d	f		
43.1) Protection civile										
44) Droit économique	4			13	2002	2				1982
44.1) Etude prévisionnelle en matière d'économie et de développement	2			1	1993					

45) Droit administratif économique	5			4	2003					
45.1) Services destinés au public	2			2	2003					
45.2) Commerce extérieur. Droit douanier	11			5	2003	5				1990
45.3) Marchés uniques										
46) Droit professionnel				2	2003					
47) Droit foncier. Aménagement du territoire. Construction	5	1		6	1996				1	1992
48) Agriculture. Forêts	7			3	1998				1	1977
49) Ressources naturelles. Energie				2	1996					
49.1) Ressources minérales. Mines				1	1993					
49.2) Pétrole et gaz naturel										
49.3) Eau				3	2003					
49.4) Energie nucléaire				1	1979					
49.5) Energies douces										
50) Services industriels										
51) Droit de la circulation et des transports										
51.1) Circulation routière	2			1	1991					
51.2) Chemins de fer										
51.3) Navigation	3	3		23	2003				1	1983
51.4) Circulation aérienne	2			9	1997					
52) Communications										
52.1) Droits des media	4			11	2004	1				1996
52.2) Services postaux	1				1990					
52.3) Télécommunications. Réseaux										
53) Finances publiques	2			3	2004					
54) Droit fiscal	3			11	2004	3			1	1988
54.1) Impôts sur le revenu et impôts directs en général	3			3	1992					
54.2) Imposition des personnes morales										
54.3) Impôt sur la fortune et impôt sur le capital										
DROIT CONSTITUTIONNEL ET DROIT ADMINISTRATIF (fin)	En arabe			Année la plus récente	Autres langues				Année la plus récente	
Egypte	b	d	f			b	d	f		
54.4) Impôts sur les successions et les donations	2			2	1990					
54.5) Impôts indirects										
54.6) Droit de timbre et d'enregistrement				1	1990					
54.7) Autres impôts et taxes										
55) Droit du travail	3	4		28	2004	2			2	1984
55.1) Rapports collectifs de travail	1			2	1992					
55.2) Règlement des conflits du travail				1	1970					
55.3) Fonction publique	8			19	1998					
56) Droit social	4			3	1996					
57) Sécurité sociale et assurances sociales	11			16	2003				1	1984
57.1) Assurance-maladie et accidents, assurance- invalidité	4				1988					
57.2) Assurance vieillesse et survivants. Prévoyance professionnelle.										
57.3) Assurance-chômage				1	1975					
58) Médecine. Santé publique	5			6	2003				1	1980

58.1) Professions médicales	5			29	2004					
58.2) Denrées alimentaires. Produits pharmaceutiques. Cosmétiques	2				1987					
58.3) Drogues. Alcool. Tabac	1			12	2004				1	1986
58.4) Procréation. Génétique. Contrôle des naissances				17	2001				5	1982
58.5) Médecine légale				9	2001					
58.6) Maladies transmissibles										
59) Protection de l'environnement. Protection des animaux	3			12	2004					
60) Science. Enseignement. Recherche. Technologie	11			16	1995				2	1983
60.1) Droit de l'informatique				9	2002					
61) Culture. Art. Loisirs. Sports	3			18	2003	1				1986
62) Eglises. Religions	2			10	2003					
DROIT PRIVE	En arabe				Année la plus récente	Autres langues				Année la plus récente
Egypte	b	d	f			b	d	f		
63) Droit privé (ouvrages généraux)	8	1		13	2003	4			1	1998
64) Notions générales de droit privé				10	2004					
65) Personnes				8	2004				2	1993
65.1) Protection des données	1			4	1995					
65.2) Personnes morales	4			7	2003				1	1986
66) Droit de la famille. Droit du mariage	27	2		81	2004	1			1	1988
66.1) Conclusion du mariage. Dissolution du mariage	1			33	2003				2	1994
66.2) Régimes matrimoniaux. Relations patrimoniales				4	2001					
66.3) Relations entre parents et enfants. Tutelle	1			15	2004					
67) Successions	1			32	2004				1	2000
68) Equity										
69) Trusts				2	1986					
70) Droits réels				27	2004				1	1957
70.1) Propriété foncière	3			18	2004					
70.2) Propriété étatique et collective				2	1989					
71) Droit des obligations et des contrats (ouvrages généraux)		1		31	2004					
72) Notions générales de droit des obligations et des contrats		1		61	2004					
73) Contrats spéciaux				5	2003					
73.1) Vente. Echange. Donation	2	4		43	2004					
73.2) Bail à loyer. Bail à ferme. Crédit-bail	2	2		28	2003					
73.3) Prêt et dépôt				4	2004					
73.4) Contrat d'entreprise	3			24	2003	1				1983
73.5) Contrat de transport. Contrat de voyage				1	2003					
73.6) Mandat				2	1988					
73.7) Cautionnement. Garanties				5	2004					
74) Quasi-contrats. Enrichissement illégitime	2			1	2004					
75) Responsabilité extra-contractuelle. Torts (Common Law)		2		30	2003				1	2000
75.1) Responsabilité en matière d'accidents de la circulation (véhicule à moteur, chemin de fer, avions, circulation fluviale et maritime)				9	2004					

76) Responsabilité du fait des produits				2	1983					
77) Dommages. Réparation du dommage		1		26	2004					
DROIT COMMERCIAL ET DROIT DES SOCIETES	En arabe				Année la plus récente	Autres langues				Année la plus récente
Egypte	b	d	f			b	d	f		
78) Droit commercial (ouvrages généraux)	7	4		35	2004	4			2	2005
78.1) Commerce électronique				10	2004					
79) Entreprises commerciales	13			31	2003	2			1	1984
79.1) Sociétés de capitaux				8	1995				1	1970
79.2) Sociétés coopératives	3			1	1991					
80) Comptabilité. Droit comptable	2				1992					
81) Titres. Papiers-valeurs				30	2004					
82) Droit bancaire et boursier	6			42	2004				1	1988
83) Assurances privées				8	1996					
84) Concurrence. Cartels. Concurrence déloyale				3	2004					
85) Protection du consommateur				10	2004					
86) Propriété industrielle et intellectuelle				7	2004					
86.1) Propriété industrielle	2			4	2004					
86.2) Droit d'auteur	1			18	2004					
DROIT PENAL										
87) Droit pénal (ouvrages généraux)	9	2		27	2003					
87.1) Politique criminelle				1	1984					
88) Notions générales de droit pénal				44	2004				2	1990
89) Infractions pénales				17	2003					
89.1) Infractions contre la vie et l'intégrité corporelle				27	2004					
89.2) Infractions contre le patrimoine. Droit pénal des affaires				28	2004					
89.3) Infractions contre la liberté et l'honneur				21	2003					
89.4) Infractions contre l'Etat et la sécurité de l'Etat				19	1998					
89.5) Infractions contre l'ordre public	1			27	2004					
89.6) Infractions contre l'ordre économique				44	2004					
89.7) Infractions contre la santé publique. Infractions en matière de stupéfiants	3	1			1990					
89.8) Infractions en matière de circulation										
89.9) Infractions contre la famille et la moralité publique				16	2003				1	2002
90) Criminologie				26	2003					
DROIT PENAL	En arabe				Année la plus récente	Autres langues				Année la plus récente
Egypte	b	d	f			b	d	f		
90.1) Recherche et méthodologie										
90.2) Criminologie clinique										
90.3) Anthropologie criminelle. Sociologie pénale				1	2004					
90.4) Délinquants										
90.5) Justice privée										
90.6) Prédiction										

90.7) Prévention										
90.8) Victimes. Victimologie										
91) Peines et mesures. Pénologie				18	1998					
91.1) Sanctions non privatives de liberté				1	1999					
91.2) Sanctions privatives de liberté				5	1997				2	1955
91.3) Peine de mort				2	1996					
91.4) Grâce. Amnistie. Réhabilitation				2	2002					
91.5) Resocialisation. Traitement post-pénitentiaire										
92) Délinquance juvénile	1			10	2004				2	1961
92.1) Organisation judiciaire. Procédure										
92.2) Peines et mesures				1	2004				1	1995
93) Droit pénal administratif				3	2004					
94) Droit pénal militaire et procédure pénale militaire				5	2004					
ORGANISATION JUDICIAIRE ET PROCEDURE										
95) Organisation de la justice	6			14	2004				1	1989
96) Droit judiciaire	3	3		122	2004					
97) Procédure civile	3			45	2004	1				1990
97.1) Recours				4	2004					
97.2) Arbitrage	2	1		43	2004					
97.3) Exécution forcée. Faillite	3	1		32	2003					
98) Procédure pénale	5			50	2004					
98.1) Procédure préliminaire		1		14	2004					
98.2) Droits de la défense				5	1995					
ORGANISATION JUDICIAIRE ET PROCEDURE	En arabe				Année la plus récente	Autres langues				Année la plus récente
Egypte	b	d	f			b	d	f		
98.3) Détention préventive. Contrôle judiciaire										
98.4) Audience. Participation populaire				3	2003					
98.5) Recours. Révision				5	1996				1	1971
98.6) Police scientifique				3	1994					
99) Procès ("Trials")		1		6	1991					

10.2 Annexe 2 : tableau récapitulatif des différents domaines de droit par pays

Pays	ouvrages	Nombre de titre par domaine de droit							Totale
		GENERALITES DU DROIT	DROIT INTERNATIONAL PRIVE	DROIT CONSTITUTI ONNEL ET DROIT ADMINISTRA TIF	DROIT PRIVE	DROIT COMMERCIA L ET DROIT DES SOCIETES	DROIT PENAL	ORGANISATI ON JUDICIAIRE ET PROCEDURE	
Algérie		31	7	162	71	36	26	48	381
Arabie saoudite	26	28	9	171	25	50	27	56	392
Bahrein	5	9	0	33	12	5	0	6	70
Comores	1	0	0	7	4	3	0	1	16
Djibouti	0	1	0	9	0	1	0	0	27
Egypte	52	146	108	1043	613	252	370	378	2962
UAE	9	20	4	26	28	19	19	15	131
IRAQ	4	34	2	76	51	22	28	31	248
Jordanie	13	35	8	63	159	59	64	67	468
Koweït	22	19	3	101	46	31	14	25	239
Liban	10	27	15	163	148	61	41	62	527
Libye	9	29	6	154	40	12	28	21	299
Maroc	8	74	20	329	155	84	59	95	824
Mauritanie	2	4	0	16	3	1	1	6	33
Oman	17	10	2	23	21	17	0	2	92
Autorité palestinienne	6		4	1	56	3	0	2	72
Qatar	2	7	0	3	5	5	3	8	33
Somalie	1	2	0	10	1	0	2	1	17
Soudan	4	26	6	96	22	7	16	14	191
Syrie	7	18	5	80	58	21	29	39	257
Tunisie	13	35	15	142	292	113	127	68	805
Yemen	15	36	8	65	34	21	22	21	222
Totale	1 9 8	5 2 0	1 9 9	2 5 6 6	1 5 1 8	6 8 9	7 2 7	8 7 7	8306
Droit Musulman	938	1397	2254	3	2047	473	295	102	7509
Totale	1 3 6 2	2 5 0 8	2 6 7 5	5 3 4 2	5 4 0 9	1 9 8 5	1 8 9 8	1 9 4 5	15815

10.3 Annexe 3 : tableau récapitulatif des périodiques arabe par pays

Périodique	Type	Pays / Cote	ISDP	Périodicité	Période couverte	Mode de conservation
D : Droit international public						
Šuṭūn ʿarabiyyah	DOC	D 9 f SUAR	1193	Trimestriel	1(1981)->	Rayons
Dirāsāt duwaliyyah	DOC	D 9 f DIDU	1192	Trimestriel	1981-2003	Rayons
Etudes internationales						
As-siyāsah ad-duwaliyyah	DOC	D 9 f SIDU	1513	Trimestriel	1(1965)->	Rayons
Al-mağallah al-mašriyyah lil-qānūn ad-duwalī	DOC	D 9 f MAMQ	1509	Irrégulier	1(1956)-67(1970)	Rayons
Revue égyptienne de droit international						
Al-mağallah al-mašriyyah lil-ʿulūm as-siyāsiyyah	DOC	D 9 f MAMU	1510	Mensuel	1956-1970	Rayons
Egyptian political science review						
Droit comparé : pays du Moyen-Orient BG						
Al-mağalah al-ʿarabiyyah li-ḥuqūq al-insān	DOC	BG 38 f MAAF	3104	Semestriel	2003	CD-ROM
Revue arabe des droits de l'homme						
Al-mağallah al-ʿarabiyyah lil-figh wal-qaḍā	DOC	BG 14 f MAQA	1490	Annuelle	1985-2004	Rayons
Revue arabe de droit et de jurisprudence						
Mağallat ittihad al-ğamiʿāt al-ʿarabiyyah	DOC	BG 14 f MAIG	1358	Semestriel	1995-2000	Reliure
Mağmūʿat al-aḥkām wal-ārā	DOC	BG 49.2 d OAPE	2000	Irrégulier	1984-1986	Reliure
CD : Pays d'Afrique						
CD/LAR : Algérie						
Al-Garīdah ar-rasmiyyah /	JO	CD/DZ 9 b GARA	1189	Hebdomadaire	1982->	Classeurs
Journal officiel						
Journal officiel de la République Algérienne	JO	CD/DZ 9 b GARA/F	1187	Hebdomadaire	1971->	Classeurs
Mağallat mağlis ad-dawlah = Revue du Conseil d'Etat	DOC	CD/DZ 40 f MAMA	3053	Semestriel	2002-2003	Reliure
Revue algérienne des sciences juridiques économiques et politiques	DOC	CD/DZ 14 f REAS	1579	Trimestriel	1984-2002	Rayons
Mağallat al-buḥūt al-qānūniyyah wal-iqtisādiyyah	DOC	CD/ET 14 f MABQ	1756	Irrégulier	1(1986)->	Rayons
Revue des recherches juridiques et économiques						
CD/LAR : Egypte						
Mağallat al-qānūn wal-iqtisād lil-buḥūt al-qānūniyyah wal-iqtisādiyyah	DOC	CD/ET 14 f MAQI	1501	Irrégulier	1(1943)->	Rayons
Revue droit et économie politique						
Mağallat al-ʿulūm al-qānūniyyah wal-iqtisādiyyah	DOC	CD/ET 14 f MAUQ	1505	Semestriel	1(1959)->	Rayons
Revue des sciences juridiques et économiques						
Mağallat hayʾat qaḍāyā ad-dawlah	DOC	CD/ET 14 f MAHQ	1502	Trimestriel	2003-	Rayons
Mašr wal-ʿālam al-ʿarabī	DOC	CD/ET 14 f MAAA	3057	Irrégulier	1(1993) -	Rayons
Al-Muḥāmāh	DOC	CD/ET 14 f MUHA	1506	10 n. par an	1(1920)->	Rayons

L'Egypte contemporaine : revue de la Société égyptienne d'économie politique	DOC	CD/ET 14 f MAMU	1503	Bimestriel	1910-2003	Rayons
Egypte - Monde arabe	DOC	CD/ET 14 f EGMA	1862	Trimestriel	1(1990)->	
CD/LAR : Libye						
Dirāsāt qānūniyyah	DOC	CD/LAR 14 f DIQA	1598	Annuel	1(1971)->	Reliure
Mağallat al-maḥkamah al-ūlyā	DOC	CD/LAR 11 d MAMU	1604	Trimestriel	1(1964/65)->	Rayons
Revue de la Cour Suprême						
Al-muḥāmī	DOC	CD/MA 14 f MUHA	1747	Irrégulier	1988->	Rayons
Al-ūlūm al-qānūniyyah	DOC	CD/LAR 14 f ULQA	1759	Irrégulier	1(1987) ->	Rayons
Al-Garidah al-rasmiyah	JO	CD/LAR 9 b GARA3301	3301	Irrégulier	1969->	Rayons(en partie)
CD/MA : Maroc						
Bulletin officiel	JO	CD/MA 9 b		Irrégulier	1912-1998	Rayons
Mağallat al-figh al-mālikī wat-turāt al-qaḍā bil-Mağrib	DOC	CD/MA 14 f MAFM	1602	Trimestriel	1981->	Reliure
Mağallat al-mulḥaq al-qaḍā	DOC	CD/MA 14 f MUQA	1484	Semestriel	1984-1998	Rayons
Mağallat al-qaḍā wal-qānūn	DOC	CD/MA 14 f MAQQ	1482	Annuel	1980-1994	Reliure
Mağallat al-qānūn wal-iqtisād = Revue de droit et d'économie	DOC	CD/MA 14 f MAQI	1504	Trimestriel	1985-2001	Rayons
Al-muḥāmāt	DOC	CD/MA 14 f MUHA	1769	Irrégulier	1985-1998	Reliure
Qaḍā al-mağlis al-aḥlā	DOC	CD/MA 11 d QAMA	1481	Semestriel	1981-2008	Rayons (en partie)
Risālat al-muḥāmāt : mağallah dawriyyah tuṣḍiruhā haṭat	DOC	CD/MA 14 f RIMU	1763	Annuel	1985-2005	Rayons (en partie)
CD/RIM : Mauritanie						
Journal officiel de la République Islamique de Mauritanie	JO	CD/RIM 9 b JOOR	1205	Mensuel	1(1959)->	Reliure
Al-mağallah al-mūrītāniyyah lil-qānūn wal-iqtisād		CD/RIM 14 f MAMQ	1907	Trimestriel	1(1987)->	Reliure
Revue mauritanienne de droit et d'économie : doctrine						
CD/[SDN] : Soudan						
Mağallat al-aḥkam al-qaḍāniyyah as-sūdāniyyah	DOC	CD/SDN 14 f MAAQ	1607	Annuel	1956->	Reliure
The Sudan law journal						
CD/TN : Tunisie						
Al-aḥdāt al-qānūniyyah at-tūniyyah	DOC	CD/TN 14 f AHQT	1894	Semestriel	1989->	Rayons
actualités juridiques tunisiennes						
Journal officiel de la République tunisienne	JO	CD/TN 9 b JOOR	1498	Hebdomadaire	1984-2000	Classeurs
Mağallat al-qaḍā wat-taṣrīf	DOC	CD/TN 14 f MAQT	1497	10 n par an	1982-2005	Rayons
Al-Mağmūḥah Al-āmmah Lil-Qawānīn At-Tūniyyah	DOC	CD/TN 9 b MAAQ	557	Irrégulier	1967-1984	Rayons
Naṣriyyat maḥkamat at-taḥqīb	DOC	CD/TN 11 d NAMT	1590	Irrégulier	Lacunes	Reliure
Qarārāt wa-figh al-maḥkamah al-idariyyah	DOC	CD/TN 40.1 d QAFM	582	Annuel	1975-2005	Rayons (en partie)
Revue tunisienne d'administration publique	DOC	CD/TN 14 f RETA	1593	Semestriel	1(1990)->	Rayons
Al-mağallah at-tūniyyah lil-idārah al-ūmūmiyyah						
Revue tunisienne de droit	DOC	CD/TN 14 f RETD	1578	Annuel	1(1953)->	Rayons
Al-Mağallah al-qānūniyyah at-tūniyyah						
CE : Asie						
CE/BRN : Bahreïn						
Mağmū at al-mabādi al-qānūniyyah	DOC					Reliure
Mağmū at al-qawānīn wat-taṣrīfāt al-	DOC	CE/BRN 9 b MAQT	1925	Irrégulier	1970-1978	Rayons

ḥadīṭah						
An-Nahḍah	DOC	CE/BRN 14 f NAHD	1899	Annuel	1986-1991	Reliure
Al-Garīdah ar-rasmiyyah	JO	CE/BRN 9 b GARA	1519	Hebdomadaire	1980-1998	Classeur
CE/HKJ : Jordanie						
Dirāsāt = Dirasat : a learned research journal	DOC	CE/HKJ 14 f DIRA	1754	Mensuel	1978-1998	Reliure
Al-Garīdah ar-rasmiyyah	JO	CE/HKJ 9 b GARA	1520	Irrégulier	1971-1999	Classeur
Maḡallat naqābat al-muḥāmīn	DOC	CE/HKJ 11 d MANM	1585	Mensuel	1968-2000	Reliure
Mawsuʿat al-taṣṭīʿ al-Urduni	DOC	CE/HKJ 9 b MAIU			1980	Classeur
CE/IR : Iran						
Maḡalleyeh ḥuqūqī = Law review	DOC	CE/IR 14 f MAHU	2052	Irrégulier	1986-1989	Reliure
Maḡalleyeh kānūn wa kalā = Iranian Bar Association Law review	DOC	CE/IR 14 f MAKK	2054	Irrégulier	1989	Reliure
CE/IRQ : Iraq						
Maḡallat al-qānūn al-muqāran = Comparative law review	DOC	CE/IRQ 14 f MAQM	1634	Irrégulier	1982-1989	
Al-maḡmūʿah at-taṣṭīʿiyyah	DOC	CE/IRQ 9 b MATA	2037	Trimestriel	1982-1993	
Qadāʾ maḥkamat tamyīz al-ʿIrāq	DOC	CE/IRQ 11 d QAMA	2036	Irrégulier	1970-1972	Rayons
Al-waqāʾiʿ al-ʿirāqiyyah	DOC	CE/IRQ 9 b WAIR/A	1640	Hebdomadaire	1975-2008	Rayons (en partie)
Al-waqāʾiʿ al-ʿirāqiyyah = The official gazette of the Republic of Iraq	DOC	CE/IRQ 9 b WAIR/E	1495	Hebdomadaire	1975-2002	Rayons
CE/KWT : Koweït						
Al-Garīdah ar-rasmiyyah		CE/KWT 9 b				Classeur, reliure
Al-Kuwayt al-yawn	DOC	CE/KWT 9 b KUYA	1516	Hebdomadaire	1982-1992	Reliure
Maḡallat al-ḥuqūq = Journal of law	DOC	CE/KWT 14 f MAHU	1515	Trimestriel	197-2007	Rayons
Maḡallat al-qaḍāʾ wal-qānūn	DOC	CE/KWT 11 d MAQQ	1581	Semestriel	1(1970)->	Reliure
Maḡallat idārat al-fatwā wat-taṣṭīʿ	DOC	CE/KWT 14 f MAIF	1583	Annuel	1(1981)->	Rayons
Maḡallat maḥad al-kuwayt lid-dirāsāt al-qaḍāʾiyyah wal-qānūniyyah	DOC	CE/KWT 14 f MAMK	3299	Lacunes	1997-2008	Reliure
Al-Muḥāmī	DOC	CE/KWT 14 f MUHA1587	1587	Mensuel	1978-1998	Reliure
CE/OMN : Oman						
Al-Garīdah ar-rasmiyyah	JO	CE/OMN 9 b GARA	1568	Bi-hebdomadaire	1972-1997	Rayons
Muḡallad al-qawānīn	DOC	CE/OMN 9 b MUQA	1605	Annuel	1(1972)->	Rayons
CE/QA : Qatar						
Al-Garīdah ar-rasmiyyah	JO	CE/QA 9 b GARA	1567	Mensuel	1961-1996	Rayons
An-Naṣrah ad-dawriyyah	DOC	CE/QA 14 f NADA	2247	Irrégulier	1996->	Reliure
Maḡmūʿat taṣṭīʿāt Qaṭar	DOC	CE/QA 9 b MATQ			1981-1995	Rayons
CE/RL : Liban						
Al-Garīdah ar-rasmiyyah	JO	CE/RL 9 b GARA	2004	Hebdomadaire	1918-1995	Classeur
Halāṣat al-aḥkām aṣ-ṣādirah ʿn maḥkamat at-tamyīz al-madaniyyah	DOC	CE/RL 63 d HAAS	1998	Irrégulier	(1967)->	Rayons
Al-ḥuqūq al-lubnaniyyah wal-ʿarabiyyah	DOC	CE/RL 14 f HULA	2176	Irrégulier	(1993)->	
Maḡmūʿat iḡṭihadāt	DOC	CE/RL 11 d MAIG	1999	Irrégulier	(1967)->	Rayons
Aṣ-ṣarq al-adnā : dirāsāt fī al-qānūn	DOC					
revue de la Faculté de droit et de sciences politiques de l'Université Saint Joseph		CE/RL 14 f SAAD	1751	Irrégulier	1(1967)-	

CE/SA : Arabie Saoudite						
Al-Mağallat ġamiġat al-malik ġAbd-al-ġAziz. Al-iqtisād wal-idārah	DOC	EG 44 f MAGG	1595	Irrégulier	1989-1994	Rayons
Journal of King Abdulaziz University. Economics and administration						
Al-Mağallat ġamiġat al-malik Suġud. Al-ġulūm al-idāriyyah	DOC	CE/SA 14 f MAGM	1596	Irrégulier	1988-1993	Rayons
Journal of King Saud University. Administrative sciences						
Našrat al-anzimah as-suġdiyyah	DOC	CE/SA 9 b NAAS	1589	Annuel	1974->	Rayons
Um al-qurā : al-ġaridah ar-rasmiyyah	JO	CE/SA 9 b UMQU	1757	Hebdomadaire	1985-2002	Rayons
CE/SYR : Syrie						
Al-Muġmūn	DOC	CE/SYR 14 f MUHA	1588	Mensuel	1947-2009	Rayons (en partie)
Al-Garidah ar-rasmiyyah	JO	CE/SYR 9 b	3285	Hebdomadaire	(1929) ->	Rayons
CE/UAE : Emirats Arabes Unis						
Al-ġAdālah	DOC	CE/UAE 14 f ADAL	1571	Trimestriel	(1973)->	Rayons (en partie)
Al-Garidah ar-rasmiyyah	JO	CE/UAE 9 b GARA	1569	Mensuel	1971-2002	Rayons
Mağallat aš-šarīġah wal-qānūn	DOC	CE/UAE 14 f MASQ	1762	Irrégulier	1987-1999	Rayons
CE/UAE-AD : Emirats Arabes Unis - Abu Dhabi						
Al-Garidah ar-rasmiyyah / [Emirat de Dubai]	JO	CE/UAE-AD 9 b GARA	2534	Irrégulier	Lacunes	Reliure
Majallat al-amn wa-al-qānūn	DOC	CE/UAE 14 f MAAQ	3276	Semestriel	1-7 (1993-1999)	Rayons
CE/YE : Yémen						
Dirāsāt yamaniyyah	DOC	CE/YE 14 f DIYA	1871	Irrégulier	Lacunes	Reliure
Al-Garidah ar-rasmiyyah	JO	CE/YE 9 b GARA	1926	Irrégulier	1990-1999	Classeur
Al-mağallah al qadāġiyyah	DOC	CE/YE 14 f MAQA	1884	Irrégulier	1982-1989	Reliure
Mağallat kulliyyat aš-šarīġah wal-qānūn	DOC	CE/YE 14 f MAK	1582	Irrégulier	(1978)->	Reliure
CE/YE-N : Yémen - Yemen du Nord						
Tašrīġat al-ġumhūriyyah al-ġarabiyyah al-yamaniyyah	DOC	CE/YE-N 9 b TAGA	1870	Irrégulier	1980-1985	Reliure
EG : Droit musulman						
Al-akādīmīyyah : mağallat akādīmīyyat al-mamlakah al ma ġribiyyah	DOC	EG 14 f AKAD	2144	Irrégulier	1984-2005	Rayons
Académia : revue de l'Académie du Royaume du Maroc						
Al-hidāyah	DOC	EG 14 f HIDA	1848	Mensuel	(1978) ->	Rayons
Al-hidāyah	DOC	EG 14 f HIDA	2001	Irrégulier	2002-2008	Rayons (en partie)
Hudā al-islām	DOC	EG 14 f HUIS	2003	10 n par an	Lacunes	Rayons (en partie)
Al-ġtihād : mağallah mutahaššīsh tuġnā bi-qadāyā ad-dīn wal	DOC	EG 18.5 f IGTI	1867	Trimestriel	1(1988)->	Rayons
muġtamaġ wat-taġdīd al-ġrabī al-islāmī						
Al-islām al-yawn : mağallah dawriyyah tus.diruhā al-munaz.z.amah	DOC	EG 14 f ISYA	1753	Annuel	1983 ->	Rayons (en partie)
L'Islam aujourd'hui : [revue de l'Organisation islamique pour l'éducation						
Islamic law and society	DOC	EG 14 f ISLS	2173	Trimestriel	1994-2009	Rayons
Journal of Islamic and Comparative Law : journal of the Centre	DOC	EG 14 f JOIC	144	Annuel	Lacunes	Reliure
Kitāb al-muġtamar as-sanawī	DOC	EG 14 f KIMS	1993	Irrégulier	1982-1989	Rayons
Mağallat Al-Azhar = Alazhar magazine	DOC	EG 14 f MAAZ	2139	Irrégulier	1930-2002	Rayons

Mağallat al-buḥūṭ al-islāmiyyah = Islamic research magazine	DOC	EG 14 f MABI	1580	Annuel	1395-1428	Rayons
Mağallat aš-šarīḥ wad-dirāsāt al-islāmiyyah	DOC	EG 14 f MASD	1518	Irrégulier	1984-1994	Rayons
Journal of Shari'a and islamic studies						
Al-Mağallat ġami'at al-malik 'Abd-al- 'Aziz. Al-iqtisād al-islāmī	DOC	EG 44 f MAGG	1595	Semestriel	1983-1985	Rayons
Journal of King Abdulaziz University. Islamic economics						
Mağallat ġami'at az-Zaytūnah	DOC	EG 14 f MAGZ	2083	Irrégulier	1992-1994	Reliure
Al-Mağallat kulliyyat ad-da'wah al-islamiyyah	DOC	EG 14 f MAKD	3129	Annuel	1986-	Reliure
Bulletin of the Faculty of the Islamic Call						
Mağallat mağma' al-fiqh al-islāmī	DOC	EG 14 f MAMF	2196	Irrégulier	1986-1994	Rayons

10.4 Annexe 4 : tableau du plan de développement de la collection arabe

Niveaux intellectuels des documents :

Niveau 0 : pas d'acquisition

Niveau 1 : Ouvrages de base de la discipline universitaire : Ouvrages qui traitent de la discipline universitaire mais de manière succincte ou synthétique.

Niveau 2 : Connaissance assez complète de la discipline universitaire : Ouvrages et manuels complets, traitant de la discipline dans son ensemble, Recueils de jurisprudence, textes bruts : textes de lois (codes), textes de traités

Niveau 3 : Niveau supérieur de la discipline universitaire (recherche et professionnel) : ouvrages sur des aspects plus pointus d'une discipline universitaire nécessitant une bonne connaissance de la discipline.

- **Les indicateurs de couverture linguistique (WLN) (d'après Bushing, Davis, Powell)**

P Primary language of the country)
langue nationale

Collection essentiellement dans la

S (Selected other language material)

Collection comportant une sélection de titres dans une autre langue

W (Wide selection of language represented)

Collection comportant une large sélection de titres en autres langues

X

Collection principalement en une autre langue

D (Dual language)

Collection en deux langues officielles

Pays:				
Etat des lieux succinct				
texte libre				
Objectif à moyen terme				
points à maintenir, renforcer (soit en types de documents, soit en niveaux)				
Domaine	niveau actuel	niveau souhaité	Types de documents à acquérir	Observations
GENERALITES DU DROIT				
DROIT PRIVE				
Dont droit famille et successions				
DROIT CONSTITUTIONNEL ET DROIT ADMINISTRATIF				
DROIT COMMERCIAL ET DROIT DES SOCIETES				
ORGANISATION JUDICIAIRE ET PROCEDURE				
DROIT MUSULMAN (FONDEMENT DE LA SHARIAH):				
1) OUV RAGES GENERE A U X DE DROIT				
dont sources législatives, jurisprudence, Ecoles doctrinales				
2) OUV RAGES PRIVE DE DROIT MUSULMAN				
dont droit privé et droit de la famille				